

Rencontres du syndicalisme alternatif européen. Paris 25, 26, 27 novembre 2005

Le Réseau Syndical Alternatif Européen a tenu sa 5^{ème} assemblée les 25, 26 et 27 novembre à Paris. Ont participé à cette rencontre les organisations syndicales suivantes : CGT (Espagne), CNT (France), UniCOBAS (Italie), SinCOBAS (Italie), CUB (Italie), Union syndicale SOLIDAIRES (France), LAB (Pays Basque), SUD Vaud et Genève (Suisse) ; la tendance intersyndicale Emancipation et les militantes et militants du réseau T.I.E. et de syndicats suisses (Comedia, Syndicat Services Publics) ...

Partout en Europe, les attaques s'accroissent contre les travailleurs et les travailleuses, leurs acquis sociaux, contre les services publics contre tous les mouvements sociaux qui résistent à ces attaques.

Les luttes sociales qui se développent dans les différents pays, la victoire du « non » au traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas confirment le rejet du modèle social libéral que le patronat et les gouvernements veulent imposer aux populations.

Dans cette situation, nous réaffirmons notre volonté de combattre ces politiques libérales en participant, par nos analyses et nos actions, à la construction des rapports de forces pour imposer une autre construction de l'Europe sur d'autres bases : une Europe qui donne la priorité aux droits fondamentaux, au respect du droit de grève et des libertés syndicales et au partage des richesses, au respect des acquis sociaux et au rejet de toutes les précarités, à l'amélioration des conditions de travail, à la défense et au développement des services publics.

Notre réseau réaffirme sa volonté de s'élargir à toutes les forces syndicales en Europe, qui veulent développer les luttes et s'opposer explicitement, au delà des frontières des États au processus de globalisation du capital. Nous voulons construire des outils de rassemblement permettant de mettre en commun nos expériences, de confronter nos orientations et surtout de faire converger nos actions, pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Nos diverses expériences, que nous soyons membres ou non de la C.E.S., ont montré le refus de celle-ci de s'engager véritablement dans ce travail de coordination et de mobilisation; au contraire, la C.E.S. accompagne les orientations libérales actuelles de l'Union Européenne.

En conclusion de ses travaux de Paris, notre réseau s'est engagé à résister à la politique des patronats et des gouvernements européens, à combattre les politiques découlant du processus de Lisbonne, en particulier la directive Bolkestein et toutes les autres directives de libéralisation (postes, chemins de fer, ...).

Le 17 janvier prochain, le parlement européen votera en plénière la directive Bolkestein. Le réseau européen des syndicats alternatifs, à la différence de la plupart des autres forces syndicales européennes, dénonce le contenu ultralibéral de cette directive et demande son abandon complet.

Nous interpellons les députés européens et leur demandons de sauvegarder nos biens communs, acquis par des luttes historiques, en votant NON ce jour là.

Cette directive est en effet inacceptable : tous les services économiques ou non y sont considérés comme des marchandises potentielles, des produits économiques ordinaires : c'est le cas de la Culture, de l'Education, de la Santé et de ceux relevant de la protection sociale en général.

Cela s'étendrait également aux droits des travailleurs, à commencer par les plus précaires (pensions, aides sociales, remboursements des frais médicaux, « principe du pays d'origine »...).

Pour toutes ces raisons, le réseau européen des syndicats alternatifs a décidé de mobiliser toutes ses forces pour dénoncer le contenu de cette directive et demande à toutes les forces de faire barrage par tous les moyens possibles à cette attaque sans précédent qui vise à vider l'Europe de toute solidarité sociale.

Il a affirmé sa volonté de populariser et soutenir les mobilisations sociales se développant dans nos différents pays et d'aider à leur coordination, comme dans le secteur de l'automobile.

AUTO.

Negli ultimi anni, sulla spinta della globalizzazione, stiamo assistendo ad una massiccia ristrutturazione del settore auto.

La crisi di sovrapproduzione e la necessità di ingenti investimenti per l'innovazione sono le ragioni di un attacco frontale ai lavoratori.

Nei vari paesi questo significa espulsioni di mano d'opera che in base alle leggi esistenti nei vari paesi significa licenziamenti.

In Europa la crisi di Fiat, di Gm, la ristrutturazione di VW e di Renault porta a chiusura di stabilimenti nei vari paesi.

È il caso di Seat con 1400 licenziamenti in Spagna, di Gm con 700 licenziamenti in Spagna e 12000 in Germania, di Fiat con l'annuncio di altri 2500 lavoratori in mobilità e 2000 lavoratori ancora in Cig, di Ford. Non meno grave è la ristrutturazione nel settore della componentistica (Valeo, Lear, ecc) con altre migliaia di licenziamenti.

Il sindacalismo di base Europeo, riunito a Parigi il 25-27 novembre 2005 appoggia la lotta dei lavoratori dell'Alfa, della Gm, di Ford e appoggia lo sciopero dei lavoratori della Seat contro i licenziamenti del 2 dicembre, **partecipa alla manifestazione dei lavoratori di tutte le aziende auto che si terrà a Saragozza il 21 gennaio 2006.**

Il sindacalismo di base ribadisce che la lotta dei lavoratori, oltre che a impedire i licenziamenti, deve avere come obiettivo la redistribuzione e la riduzione degli orari di lavoro in tutte le fabbriche dell'auto, contro la flessibilità e la precarietà del lavoro e per il salario europeo.

Il a réaffirmé la nécessité de développer la solidarité internationale et le soutien aux hommes et aux femmes qui luttent partout dans le monde pour leur libération et la reconnaissance de leurs identités collectives. Une rencontre avec un militant palestinien a concrétisé cette démarche.

Notre réseau a pris les décisions suivantes pour rendre plus efficace son travail :

- **Mise en place de 5 groupes thématiques, chargés de proposer des analyses communes, des campagnes et des mobilisations :**
 - Précarités
 - Bolkestein/O.M.C./libre circulation
 - partage des richesses
 - services publics/privatisations
 - alternatives.
- **Mise en place d'une coordination ouverte permettant d'améliorer notre travail et nos liens, de favoriser la circulation des informations et de préparer l'assemblée annuelle du Réseau Syndical Alternatif Européen.**
- **Il a décidé de poursuivre et renforcer les réseaux sectoriels (automobiles, postes, santé, éducation, transports, nettoyage, femmes) et de les élargir en liaison avec ces objectifs.**